



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

Envoyé en préfecture le 19/05/2023

Reçu en préfecture le 19/05/2023

Publié le

S²LOW

ID : 076-217604479-20230517-M_DL230515_042-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers en exercice : 33

L'an deux mille vingt trois, le quinze mai à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 9 mai 2023 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

Présent(e)s : 27

Jérôme DUBOST, Fabienne MALANDAIN, Nicolas SAJOUS, Agnès SIBILLE, Eric LE FEVRE, Pascale GALAIS, Yannick LE COQ, Christel BOUBERT, Véronique BLONDEL, Gilles BELLIERE, Patrick DENISE, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Isabelle NOTHEAUX, Aurélien LECACHEUR, Édith LEROUX, Nicolas BERTIN, Isabelle CREVEL, Thierry GOUMENT, Jean-Pierre LAURENT, Catherine OMONT, Aliké PERENDOUKOU, Philippe QUERNE, Virginie VANDAELE, Corinne CHOUQUET, Laurent GILLE, Nicole LANGLOIS, Agnès MONTRICHARD

Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 5

Sylvain CORNETTE donne pouvoir à Jérôme DUBOST
Jean-Luc HEBERT donne pouvoir à Nicolas SAJOUS
Aline MARECHAL donne pouvoir à Fabienne MALANDAIN
Virginie LAMBERT donne pouvoir à Nicole LANGLOIS
Arnaud LECLERRE donne pouvoir à Agnès MONTRICHARD

Excusé(e)s / Absent(e)s : 1

Damien GUILLARD

Secrétaire de séance

Aurélien LECACHEUR est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL DU 15 mai 2023

Envoyé en préfecture le 19/05/2023
Reçu en préfecture le 19/05/2023
Publié le
ID : 076-217604479-20230517-M_DL230515_042-DE



M_DL230515_042

RESSOURCES HUMAINES - AMICALE DES EMPLOYÉS MUNICIPAUX DE MONTIVILLIERS - RENOUVELLEMENT DE CONVENTION - SIGNATURE - AUTORISATION

M. Jérôme DUBOST, Maire La loi n° 2007-209 du 19 février 2007 relative à la fonction publique territoriale a consacré le principe d'une contribution des collectivités au financement des prestations d'action sociale en faveur de leurs propres agents. Si les collectivités restent totalement libres de définir les actions et les montants qu'elles souhaitent consacrer à l'action sociale, il leur est en revanche obligatoire de délibérer sur les modalités de gestion de l'action sociale.

La Ville de Montivilliers a fait le choix de conventionner avec l'Amicale des Employés Municipaux de Montivilliers pour le développement de l'action sociale, culturelle, sportive et loisirs en faveur des agents de la collectivité, en complément de l'adhésion par la Ville de Montivilliers au Comité National d'Action Sociale (CNAS) pour l'ensemble de ses agents pour un montant annuel de 66 000 €.

L'Amicale des Employés Municipaux de Montivilliers, association loi 1901, fondée le 26 Mai 1961, regroupe les membres du personnel des services municipaux et les retraités de la Ville de Montivilliers.

L'Amicale favorise les relations entre le personnel des différents services municipaux. Elle a pour but de créer, de développer, d'organiser l'action sociale et d'encourager les loisirs sous toutes leurs formes. Son action s'exerce également en faveur des conjoints, des enfants et des personnes à charge.

En application de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrés et son décret d'application n° 2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques, il appartient aux collectivités territoriales de conventionner avec les associations bénéficiant d'une subvention annuelle supérieure à 23 000 €. Le montant de la subvention de la Ville de Montivilliers versée à l'Amicale des Employés Municipaux de Montivilliers s'élève à 88 272 € pour l'année 2023.

De plus, la Ville de Montivilliers met à disposition de l'Amicale des moyens matériels, des prestations à caractère administratif et technique et des moyens en personnel par l'accord de temps de délégation.

En application de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrés et son décret d'application n° 2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques, il appartient aux collectivités territoriales de conventionner avec les associations bénéficiant d'une subvention annuelle supérieure à 23 000 €.

Ainsi au titre de l'année 2023, il est proposé de maintenir le montant de la subvention versée en 2022 qui s'élève à la somme de 88 272 €.

La présente convention arrivant à son terme au 6 mai, il est donc proposé de conclure une nouvelle convention pour une durée d'un an.

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
VU le Code Général de la Fonction Publique,
VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrés,
VU la loi n° 2007-209 du 19 Février 2007 relative à la fonction publique territoriale,
VU le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,
VU la convention en date du 6 mai 2022 conclue avec l'Amicale des Employés Municipaux de Montivilliers,
VU le budget de l'exercice 2023,

CONSIDÉRANT

- Qu'il appartient aux collectivités territoriales de délibérer pour définir les modalités de gestion de leur action sociale conformément aux dispositions de la loi n° 2007-209 du 19 Février 2007,
- Qu'en application des dispositions du troisième alinéa de l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 l'obligation de conclure une convention d'objectifs, s'applique aux subventions dont le montant annuel dépasse la somme de 23 000 euros,
- Que la Ville de Montivilliers a décidé de confier à l'Amicale des Employés Municipaux de Montivilliers la gestion de l'action sociale en faveur des agents de la collectivité, en lui attribuant des moyens matériels et financiers prévus dans la convention jointe afin de développer les séjours et sorties à destination de ses agents,

Sa commission municipale n°7, Administration Générale réunie le 12 mai 2023 consultée ;

VU le rapport de Monsieur **Jérôme DUBOST**, Maire ;

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

- **D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention avec l'Amicale des Employés Municipaux de Montivilliers pour une durée d'un an, du 7 Mai 2023 au 6 Mai 2024.**
- **D'attribuer une subvention de fonctionnement à l'Amicale des Employés Municipaux de Montivilliers d'un montant total de 88 272 € pour l'année 2023 selon les modalités définies dans la convention**

Imputation budgétaire
Exercice 2023
Budget principal
Sous-fonction et rubrique 3211
Montant de la dépense : 88 272 euros

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 32

Contre : 0

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.